ASSOCIATION DES RELIGIEUSES
POUR LES DROITS DES FEMMES

Montréal, le 19 avril 2011

Monseigneur Pierre Morissette
Président de la Conférence des évêques catholiques du Canada
353, Place du Curé Labelle
Saint-Jérôme, QC J7Z 5A9

Cher Monseigneur Morissette,

De récentes nouvelles au sujet de l'impact de LifeSiteNews sur l'organisme Développement et Paix nous ont bouleversées : couper les subventions à des groupes de femmes en Amérique latine et ailleurs dans le monde, notamment en Haïti. De telles attaques à l'encontre de la dignité et des droits des femmes nous provoquent à actualiser pour aujourd'hui cette réponse de Jésus aux pharisiens : «Je vous le dis : s'ils se taisent, les pierres crieront» (Lc 19, 40).

L'Association des religieuses pour les droits des femmes (ARDF) regroupant des déléguées de 46 congrégations religieuses vise, entre autres, à «poursuivre le processus de conscientisation au vécu d'oppression des femmes» et c'est bien à ce titre que nous nous adressons à vous.

En effet, nous appuyons depuis toujours le travail de Développement et Paix et nous ne pouvons pas accepter la mise à l'écart du jésuite mexicain Luis Arriaga ni les coupures possibles de fonds à des projets en Amérique latine en rapport avec les femmes. Des enquêtes menées sur le terrain démontrent que les groupes de femmes affectés par cette décision prennent soin de leurs soeurs vivant la pauvreté et la violence familiale en plus d'être très souvent seules à porter la responsabilité de l'éducation de leurs enfants. Nous savons également que la pratique du viol comme arme de pouvoir des hommes sur les femmes entraînant ainsi la mort psychologique et spirituelle des victimes, devrait inciter notre Église à des gestes de compassion plutôt que de jugement, de coupure d'aide et de discrimination.

Développement et Paix se doit de soutenir tous les projets qui sont engagés pour la défense des droits et par là même contre toute forme de violence. Nous considérons qu'une violence est particulièrement à l'oeuvre contre les femmes dans plusieurs parties du monde et la décision prise par Développement et Paix en témoigne. Nous nous devons de travailler à faire changer des conditions de vie qui sont destructrices pour les femmes, notamment celles en rapport avec les viols des femmes et les conséquences désastreuses pour leur vie.

Nous souhaitons que la CECC ne se laisse pas influencer par des groupes religieux intégristes qui cherchent à diviser, et qu'elle continue de soutenir son organisme Développement et Paix dans son oeuvre de solidarité internationale et de défense des droits, particulièrement ceux des femmes.

En ce temps de montée pascale, il nous apparaît important d'unir toutes les forces de libération pour «rouler la pierre» au nom du Ressuscité. Voilà la tâche qu'Il nous a confiée.

Bien solidairement,
L'équipe de coordination nationale de l'Association des religieuses pour les droits des femmes,
Monique Dumais, Céline Beaulieu, Louise Bégin, Marie-Paule Lebel

Par : Marie-Paule Lebel, coordonnatrice nationale
1637, rue St-Christophe,
Montréal, Qc H2L 3W7

CC : Monsieur Michael Casey
Directeur général de Développement et Paix
1425 boul. René-Lévesque Ouest, 3ème Étage
Montréal, Québec, H3G 1T7